

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du docteur duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIGNOBLES DE LA METAIRIE

2 ROUTE DE CHEZ GENDRE
17500 Allas-Champagne

Références : -
Code AIOT : 0007208322

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement VIGNOBLES DE LA METAIRIE implanté 2 ROUTE DE CHEZ GENDRE 17500 Allas-Champagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrivait dans le cadre du programme de contrôle de l'inspection des installations classées et avait pour objectif de faire le point suite à la précédente inspection. Elle a également permis d'échanger sur le dossier récemment déposé par l'exploitant concernant l'extension de la cuverie à vins.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIGNOBLES DE LA METAIRIE
- 2 ROUTE DE CHEZ GENDRE 17500 Allas-Champagne

- Code AIOT : 0007208322
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Des installations de distillation sont exploitées depuis 1968 sur le Vignoble de la Métairie, nommé "Chez Gendre". L'établissement comprend aujourd'hui une unité de distillation et trois chais de stockage d'alcool. Depuis 2022, de son côté, la Distillerie Métairie exploite 190 hectares de vignes en tant que bouilleur de cru. Il s'agit de deux entités distinctes.

Le site du Vignoble Métairie emploie 10 collaborateurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	TRAITEMENT DES EFFLUENTS	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 45	Demande de justificatif à l'exploitant	
5	Implantation – aménagement	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article Annexe I - point 2.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Rétention	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article Annexe I - point 2.8.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	DISPOSITIONS GENERALES	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14	Sans objet
3	Fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R543-75 à 123	Sans objet
4	Implantation – aménagement	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article Annexe I - point 2.4	Sans objet
7	Demande d'enregistrement	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-46-1 à R512-46-7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mise en demeure est proposée à la signature de Monsieur le Préfet suite au constat de deux non-conformités durant cette inspection. La première concerne la mise en place du désenfumage du chai 1, qui doit être effectuée tant que des stocks d'alcool y sont encore présents. La seconde porte sur la rétention, inexistante au niveau des chais 1 et 2.

L'exploitant a indiqué qu'il pourra supprimer le danger à partir de septembre 2026 en retirant les stocks des chais actuels et en les transférant dans les nouveaux chais construits sur un autre site. Le

transfert complet nécessitera environ deux mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, DISPOSITIONS GENERALES
Prescription contrôlée : Suite de l'inspection du 21 septembre 2018 II. - L'ensemble des ateliers de distillation, qu'ils soient fermés ou ouverts, respectent les dispositions suivantes : Communication entre la distillerie et le chai de distillation : les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 120. Les portes normalement fermées sont équipées d'un dispositif de refermeture automatique marqué CE et compatible avec les fermetures résistant au feu. Les portes maintenues ouvertes en position d'attente et se fermant automatiquement en cas d'incendie (Dispositif actionné de sécurité, DAS) sont conformes aux normes de la série NF S61-937 et équipées d'un ferme-porte. [...]
Constats : Lors de la visite du 21/09/2018, l'inspection a relevé que la porte coupe-feu (CF) située entre le chai et la distillerie n'était pas coupe-feu 2h. Le chai n'étant pas vide, celle-ci est nécessaire. La distillerie n'est plus en activité depuis le premier semestre 2024, ce qui correspond à la fin de la campagne 2023/2024, et la porte CF n'a pas été mise en place. Il n'est toutefois pas prévu que la distillerie cesse définitivement de fonctionner. Cependant, l'exploitant a indiqué que la distillerie ne devrait pas être remise en service avant au moins trois ans, soit au plus tôt en avril 2027. Conformément à l'arrêté préfectoral et à l'article R.512-74-II du Code de l'environnement, l'exploitant prévoit de demander une prorogation de délai afin que l'arrêté d'enregistrement ne cesse pas de produire effet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La distillerie n'étant plus en activité depuis le premier semestre 2024 et sans redémarrage de celle-ci dans un délai de trois ans, l'arrêté d'enregistrement cessera de produire effet. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il peut, en application de l'article R.512-74 du Code de l'environnement, demander sur justification une prorogation de délai. La pose de la porte EI120 entre le chai et la distillerie devra être réalisée préalablement à tout redémarrage de l'activité de la distillerie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, TRAITEMENT DES EFFLUENTS
Prescription contrôlée :

Suite de l'inspection du 21 septembre 2018

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Constats :

Le déshuileur et le système HELIOSEC ont été installés, et les justificatifs correspondants ont été présentés à l'inspection, ainsi que les fiches de procédure relatives à la gestion des effluents. L'exploitant indique que le déshuileur n'a pas encore été vidé et ne l'a jamais été, mais que cette opération est prévue avant la fin de l'année 2025. Suite à un échange de courriel avec la SNATI daté du 12/11/2025, une visite sur site est prévue dans les jours qui suivent afin de planifier la vidange du déshuileur.

Le contrôle visuel effectué sur site confirme que le déshuileur et le système HELIOSEC sont bien en place. Concernant le système HELIOSEC, l'exploitant indique que puisqu'aucune vinification n'a eu lieu cette année sur le site (et qu'il n'y en aura pas non plus l'an prochain) le système n'a pas eu besoin d'être vidé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le bordereau de suivi de déchets dès réception, lorsque le déshuileur aura été nettoyé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 3 : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R543-75 à 123

Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :**Suite de l'inspection du 21 septembre 2018**

En particulier l'article R543-79 :

Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.

<p>Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.</p> <p>Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO₂ de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'Etat dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entretien, toujours réalisé par la société CHALVIGNAC, a bien été effectué cette année. La fiche d'intervention datée du 03/06/2025 a été présentée à l'inspection.</p> <p>Le macaron apposé sur le groupe froid indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'équipement est reconnu étanche, - le fluide utilisé est du R410A, - la charge est de 14 kg, - le Teq CO₂ est de 29,23. <p>La prochaine visite est prévue pour le 2 septembre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Implantation – aménagement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article Annexe I - point 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Implantation – aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Suite de l'inspection du 21 septembre 2018</u></p> <p>Communication entre deux cellules : Les portes situées entre deux cellules doivent être EI 120 (coupe feu 2 heures) et équipées d'un système de fermeture automatique en cas d'incendie dans l'une des deux Cellules.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 21/09/2018, l'inspection a constaté que le «chai EURL» avait été vidé de l'alcool en raison de sa proximité avec le voisinage et des recommandations formulées lors de la précédente inspection. Toutefois, il contenait encore du mobilier entreposé (débaras). Le «Vieux Chai» contenait, quant à lui, deux tonneaux de 150 hl lors de la précédente visite.</p> <p>Ces chais étant mitoyens et séparés par une porte, il avait été demandé que le chai EURL soit entièrement vidé du mobilier stocké et de tout matériau combustible, ou qu'une porte coupe-feu</p>

<p>2 heures soit installée entre ce chai et le «Vieux Chai» afin de limiter les risques de propagation d'incendie.</p> <p>Le contrôle visuel réalisé lors de l'inspection du 13 novembre 2025 confirme que le chai EURL a été complètement vidé : aucun matériel n'y est désormais stocké.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Implantation – aménagement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article Annexe I - point 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Implantation – aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Suite de l'inspection du 21 septembre 2018</u> Evacuation des fumées : Les chais sont équipés en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un rapport d'intervention daté du 13/05/2025 concernant les trappes de désenfumage existantes. Ce rapport indique que deux trappes ne sont pas fonctionnelles : l'une située au niveau du « Chai Tonneaux Chez Gendre », l'autre au niveau du « Chai Fontaine ». En revanche, le chai 1 n'est toujours pas équipé de trappe de désenfumage à la date de l'inspection. L'exploitant dans le cadre de son plan d'investissement, a déclaré ne pas souhaiter mettre en place de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dans le chai 1 sans refaire au préalable l'isolation de la toiture du bâtiment. Le jour de l'inspection, le chai 1 contenait 1 720 hL, soit 170 m³, représentant 80 % de sa capacité. L'exploitant indique qu'à terme, la question de maintenir la production sur ce site se pose, celui-ci n'étant pas conforme alors que les autres sites du groupe situés à proximité le sont. À l'horizon 2027, il souhaiterait rapatrier les eaux-de-vie vers les autres sites, et donc cesser d'utiliser ces chais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les justificatifs de mise en conformité des trappes de désenfumage du « chai Fontaine » et du «Chai Tonneaux Chez Gendre ».</p> <p>Aucun système de désenfumage n'est présent dans le chai 1, alors que l'inspection du 21 septembre 2018 avait déjà relevé cette non-conformité et demander d'équiper ce chai et de fournir un calendrier de réalisation. La non-conformité relevée lors de la précédente inspection ne pouvant être levée, une mise en demeure jointe au rapport d'inspection va être proposée à la signature de Monsieur le Préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article Annexe I - point 2.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Suite inspection du 21 septembre 2018 Généralités Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand récipient,- 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention. En cas d'incendie, les effluents débordant de la cuvette de rétention ne doivent pas se diriger vers : <ul style="list-style-type: none">- la propriété des tiers,- un réseau souterrain public,- des bâtiments habités ou occupés par des tiers,- d'autres installations de stockage,- les points d'eau des services de secours.
Constats : Actuellement, il n'existe pas de système de rétention au niveau des chais 1 et 2. L'ancien responsable du site n'a pas envisagé la mise en place de ces rétentions, comme cela avait été demandé lors de la précédente inspection. À la date de l'inspection, les chais 1 et 2 stockaient 3 270 hL d'alcool, soit 327 m ³ . Le nouveau responsable du site a récemment repris les prérogatives de l'ancien responsable et manifeste la volonté de mettre en conformité le site du vignoble de la Métairie. Il indique qu'en cas de déversement, les effluents du chai 1 peuvent rejoindre le bassin à vinasse de 400 m ³ via les grilles de l'aire de dépotage. Ce n'est en revanche pas le cas pour le chai 2. Pour rappel, l'exploitant a indiqué en inspection vouloir déplacer ses stocks des chais 1 et 2 vers d'autres sites du groupes, eux conformes à la réglementation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le système de rétention n'existe pas et le dispositif en place pour le chai 1 ne permet pas de récupérer les effluents du chai 2. L'inspection du 21 septembre 2018 avait demandé de mettre en place des rétentions au niveau de ces chais et de transmettre un calendrier de réalisation. La non-conformité relevée lors de la précédente inspection ne pouvant être levée, une mise en demeure jointe au rapport d'inspection va être proposée à la signature de Monsieur le préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Demande d'enregistrement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-46-1 à R512-46-7
Thème(s) : Risques chroniques, Extension cuverie vins
Prescription contrôlée : Demande d'enregistrement.
Constats : <p>Dans le cadre de la demande d'enregistrement, l'inspection a formulé une demande de compléments en date du 29/08/2025 au dossier :</p> <p>Plan d'épandage : Le nouveau plan d'épandage sera réceptionné en janvier 2026 (suite à l'augmentation des volumes de vins). À ce jour, l'ancien plan reste en vigueur.</p> <p>Respect de l'implantation : Une demande de dérogation concernant l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/12/2012 sera ajoutée au dossier, l'aire de lavage étant située à moins de 5 m de la limite de propriété du site.</p> <p>Récapitulatif des équipements de la rubrique 2251 : La zone de réception vendanges comporte trois pressoirs, mesurant moins de 8 m et d'une puissance inférieure à 5 kW ; ils ne relèvent donc pas de la rubrique 2260. Les locaux pressoirs ne sont pas recensés en risque incendie, faute de matières combustibles. Ils seront classés en tant que locaux relevant de la rubrique 2251 et ne sont actifs que durant la période de vendange.</p> <p>Rétention : L'ensemble des cuves à vin extérieures est disposé sur rétention et relié au réseau puis au bassin tampon et au bassin à vinasse.</p> <p>Accessibilité : Le site est clôturé.</p> <p>Prélèvement en ZRE : Concernant le forage, l'eau est destinée à l'activité du site. Cette situation sera régularisée dans le cadre du dossier Loi sur l'eau.</p> <p>Déplacement des engins de secours : Selon le SDIS, la voie engin n'est pas fonctionnelle en raison de la proximité de la réserve incendie avec le bâtiment, ce qui crée un risque. Ce point devra être clarifié avec le SDIS.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant fournit l'ensemble des éléments listés ci-dessus dans sa réponse à la demande de compléments formulée par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite